



Lettre n° 7 du 30 septembre 2016

Au sommaire :

- **Défendre, faire vivre sur le terrain politique les exigences et les aspirations du mouvement du printemps** - *Yvan Lemaitre*
- **La gauche se meurt... Vive le parti des travailleurs !** - *Isabelle Ufferte*
- **« Ce n'est pas l'Homme qui est responsable du réchauffement climatique ». Non, c'est le capitalisme !** - *Bruno Bajou*

## **Défendre, faire vivre sur le terrain politique les exigences et les aspirations du mouvement du printemps**

La logique même des luttes de pouvoir au cœur de la campagne présidentielle amplifie l'offensive réactionnaire raciste et xénophobe dans laquelle Valls, soucieux de poser à l'homme d'Etat et de ne pas céder le terrain à la droite extrême et à l'extrême droite, n'est pas en reste. Les surenchères démagogiques se nourrissent de la politique du gouvernement. Le drame des migrantEs est cyniquement instrumentalisé pour développer une propagande xénophobe, entretenir les peurs et les fantasmes. Les dérives et panique politiciennes sont telles qu'Hollande n'a pas hésité une seconde à marcher dans les pas de Sarkozy pour prendre le chemin de Calais pour saluer sa police et afficher sa fermeté à vouloir démanteler le camp dénommé avec mépris « *la jungle* ».

A défaut d'avoir des réponses aux drames que leur politique, leurs guerres ont elles-mêmes engendrés, la gauche comme la droite ont trouvé un bouc émissaire tout désigné, l'étranger, « *la poussière* » comme ose en parler Marion Maréchal Le Pen, tout sourire.

Et naturellement les politiciens de la droite extrême et de l'extrême droite, de gauche, y compris Mélenchon qui tient à participer au concert cacophonique, chantent la patrie et leur vision mythique et mystificatrice de ce qu'ils appellent « *le roman national* » ou leur « *idée de la France* ».

Cette campagne chauvine, nationaliste désignant l'étranger à la vindicte populaire vise à faire diversion et à étouffer la voix de la classe ouvrière, des exploités et des opprimés au nom de l'unité nationale.

Ces politiciens discrédités voudraient subjuguier l'opinion, la soumettre à leur carcan idéologique, celui de la classe dominante, pour diluer les rapports de classe et mieux

faire passer les politiques d'austérité, les licenciements, le chômage, la précarité, les bas salaires, l'aggravation des inégalités sociales.

Face à tous les provocateurs qui n'ont d'autres politiques que d'exacerber les tensions, de favoriser les affrontements, nous sommes aux côtés des migrants, ils sont nos frères et nos sœurs de classe. Nous dénonçons le nationalisme quel qu'il soit et quel que soit l'argument dont il se prévaut. Il est toujours associé à la méfiance ou à la peur de l'étranger. Nous nous battons pour l'ouverture des frontières et la solidarité entre les peuples.

C'est la seule politique qui soit en cohérence avec les exigences et les aspirations portées par le mouvement du printemps contre la loi travail dont la grande majorité de la population partageait les objectifs.

Résister, stopper la régression sociale, engager une contre-offensive qui rassemble les rangs de tous les travailleurs, quelles que soient leurs origines, leurs convictions philosophiques et religieuses, défendre les droits démocratiques de toute la population est aussi la meilleure réponse à la campagne raciste qui cherche à diviser les travailleurs et les exploités entre eux.

Patronat et gouvernement, de gauche aujourd'hui ou de droite demain, sont et seront à l'offensive contre les droits sociaux et les droits démocratiques. Pour maintenir leurs profits, ils multiplient les plans sociaux, licencient.

Ils se heurtent d'ores et déjà à une résistance inédite.

Le mouvement contre la loi Travail, même s'il n'a pas gagné, a ouvert une nouvelle période de contestation et de mobilisation. Il porte en lui de riches perspectives qu'il nous faut renforcer, consolider, faire vivre : la rupture avec le PS, la prise de conscience de l'inévitable affrontement

avec le gouvernement et l'Etat, la rupture avec la politique du dialogue social, la nécessaire prise en main par les intéressés eux-mêmes de leur propre lutte, de la défense de leurs intérêts, la prise de conscience de la nécessité de transformer la société en rompant avec le capitalisme, la course au profit et la concurrence.

## **Ouvrier, candidat anticapitaliste et révolutionnaire, internationaliste**

Ce sont ces perspectives, ces idées qui définissent le sens de la campagne présidentielle du NPA autour de Philippe Poutou, ouvrier, militant politique, syndicaliste, militant actif du mouvement, pour redonner confiance aux travailleurs dans leurs propres forces, dans l'idée qu'ils peuvent être leur propre porte-parole, qu'ils sont capables de diriger la société, les convaincre de la légitimité de leurs propres exigences, de leurs luttes ; reconstruire une conscience de classe, la conscience que les solutions politiques, la défense des droits sociaux et démocratiques, ne peuvent venir que de la lutte des classes et de l'union de tous les exploités.

La lutte pour les droits sociaux, une vie digne pour toutes et tous est indissociable du combat pour les droits démocratiques, contre les discriminations et les stigmatisations en particulier des personnes musulmanes ou supposées telle, pour l'égalité des sexes.

Nous défendons un plan d'urgence sociale et démocratique, écologique.

Ce plan pose la question du pouvoir. La réalisation des exigences les plus élémentaires, un salaire décent, un travail, le droit au logement, à la santé, à l'éducation, à la culture pour toutes et tous sont incompatibles avec la loi du profit, la propriété capitaliste, la domination des banques.

La démocratie est incompatible avec la soumission de l'Etat aux financiers par le biais de la dette publique.

Nous militons contre toute forme de repli national, de chauvinisme. La réponse à la faillite de l'Europe capitaliste n'est pas la sortie de l'Euro mais la construction d'une Europe fondée sur la coopération des travailleurs et des peuples.

Nous militons pour l'ouverture des frontières, seule façon de mettre un terme au drame des migrants, et pour l'arrêt des interventions militaires des Etats impérialistes dont la France au Moyen-Orient ou en Afrique.

L'Europe que nous voulons construire sera un facteur de paix dans le monde en travaillant à la coopération des

peuples pour mettre fin aux ravages de la concurrence capitaliste et son corollaire, le militarisme, la guerre.

Les solutions à la crise écologique sont incompatibles tant avec la propriété privée capitaliste qu'avec les frontières nationales, elles supposent nécessairement une action coordonnée des peuples, une planification de la production et de la distribution.

L'ampleur de la crise économique, sociale, politique, écologique met à l'ordre du jour la nécessité d'une transformation révolutionnaire de la société, c'est-à-dire la conquête par le plus grand nombre du droit de décider de la marche de la société, de la contrôler pour en finir avec la domination d'une minorité qui concentre toujours plus de richesses entre ses mains au détriment de la majorité de la population, au prix d'inégalités croissantes insupportables.

Le développement des sciences et des techniques rend plus que jamais possible la coopération entre les travailleurs et les peuples, il rend possible et nécessaire la construction d'une nouvelle société, socialiste, communiste.

Aujourd'hui nous assistons à l'aboutissement de la liquidation des partis qui sont issus des luttes de la classe ouvrière, des classes populaires, le Parti socialiste et le Parti communiste. Le premier s'est totalement intégré à l'ordre capitaliste avant de se liquider lui-même, le second a suivi le même chemin après s'être fait le champion de la dictature stalinienne. Mais les idées dont ils étaient porteurs à leur origine reprennent tout leur sens avec la crise globale du capitalisme mondialisé, libéral et impérialiste.

Le double mouvement contradictoire, radicalement antagoniste, de la montée des idées réactionnaires et du renouveau du mouvement ouvrier conduit nécessairement à un affrontement dont dépend l'avenir de l'humanité, de la planète elle-même. Droite-extrême, extrême-droite fascisante, intégrismes religieux, terrorisme se nourrissent les uns les autres réciproquement pour tenter de dresser les classes exploitées les unes contre les autres, aggraver les tensions. Les Sarkozy, Le Pen, Trump, Poutine, Erdogan sont tout aussi dangereux que Daesh qu'ils prétendent combattre. Leurs concurrence et rivalités menacent la paix dans le monde.

L'avenir de la société, de l'Humanité même, dépend de la capacité des classes exploitées à prendre conscience de leur rôle, de leurs possibilités révolutionnaires pour sortir le monde du chaos capitaliste.

*Yvan Lemaitre*

## **La gauche se meurt... Vive le parti des travailleurs !**

« Il y a urgence, la gauche se meurt » écrivait Julien Dray au lendemain des élections municipales et européennes, quelques mois après le cynique « *Oui, la gauche peut mourir* » de Valls... Deux ans plus tard, la rupture de la jeunesse et de la classe ouvrière avec « la gauche » n'a jamais été aussi grande. Le PS au pouvoir est totalement discrédité, Hollande au trente sixième dessous des son-

dages et les législatives annoncent une claque magistrale pour les candidats de gauche. Courageux mais pas téméraires, 80 députés PS ont d'ores et déjà fait savoir qu'ils ne se représenteront pas...

Au-delà du PS, c'est toute la gauche, alliés d'hier et d'aujourd'hui, qui est entraînée dans son marasme. Le

FdG disparu, le PCF s'enfoncé dans la crise, déchiré entre ceux qui se sont d'ores et déjà publiquement ralliés à la candidature de Mélenchon, ceux qui font semblant d'espérer une candidature commune à gauche et ceux qui s'accrochent à une bien peu probable candidature PCF...

Ces dernières années avaient pourtant vu se multiplier les regroupements aux intitulés évocateurs : Front de gauche, Parti de gauche, Gauche unitaire, Gauche anticapitaliste... Une gauche que d'aucuns appellent aujourd'hui instamment à sauver, à reconstruire ou renouveler au nom des valeurs du même nom.

« Si nous n'allons pas vers la convergence et le rassemblement des forces de gauche qui veulent tourner la page de l'échec du quinquennat de François Hollande, nous risquons d'aller à une catastrophe politique » expliquait il y a quelques jours Pierre Laurent, disant craindre « une Assemblée nationale qui ressemble au conseil régional de PACA, où des millions de gens de gauche n'ont aucun représentant ».

« Arrêtons de biaiser. Une cassure s'est faite à gauche. Ce n'est pas en dansant la gigue ensemble que ça changera » lui a répondu Mélenchon. La suite des événements, et en particulier des négociations pour la séquence électorale qui vient, nous dira quelle gigue les uns et les autres seront ou non en mesure de danser... mais il est certain que les cassures en cours sont profondes, non seulement dans la gauche elle-même, mais entre cette gauche et les couches populaires. Des ruptures qui se sont approfondies au cours du mouvement contre la « loi Travail et son monde », sous état d'urgence permanent. Et un des acquis important du mouvement est cette conviction partagée par nombre de ceux qui en ont été les militants, que l'avenir se jouera sur le terrain de la lutte de classe, le monde du travail face à celui « de la loi travail », pas sur le terrain institutionnel entre la droite et la gauche...

### **Retour sur une histoire de « gauche »**

C'est en 1789, lors de l'Assemblée constituante, que sont nées la « gauche » et la « droite », quand les députés appelés à se prononcer sur le droit de veto du roi se séparèrent dans la salle : à gauche ceux qui étaient contre le maintien de ce droit royal, à droite ceux qui étaient pour... Une répartition qui se répéta entre ceux qui étaient favorables à la déclaration des droits de l'homme et du citoyen et ceux qui y étaient opposés. La droite devint ainsi, à l'Assemblée, l'emplacement traditionnel des députés conservateurs, défenseurs de l'ordre établi ; la gauche celui des progressistes ou supposés tel.

Le mouvement ouvrier, socialiste puis communiste, né au lendemain de la révolution industrielle et du développement de la classe ouvrière, s'est construit sur un tout autre terrain, celui de la lutte de classe, internationaliste. Les statuts de la première internationale, écrits par Marx en 1864, débutaient par l'affirmation « que l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ; que la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière n'est pas une lutte pour des privilèges et des monopoles de classe, mais pour l'établissement de droits et

*de devoirs égaux, et pour l'abolition de toute domination de classe ».*

L'essor du mouvement ouvrier, ses premiers succès politiques et électoraux, le confrontèrent dès la fin du 19<sup>ème</sup> siècle à la question du pouvoir, de ses relations avec la bourgeoisie et à la question « *réforme sociale ou révolution* » pour reprendre le titre de l'ouvrage de Rosa Luxemburg. Polémiquant en 1898 avec Bernstein, tenant du courant révisionniste au sein de la social-démocratie allemande, elle écrivait : « *Les thèses révisionnistes ne visent pas, au fond, à réaliser l'ordre socialiste, mais à réformer l'ordre capitaliste, elles ne cherchent pas à abolir le système du salariat, mais à doser ou à atténuer l'exploitation, en un mot elles veulent supprimer les abus du capitalisme et non le capitalisme lui-même* »... « *Le régime capitaliste a ceci de particulier que tous les éléments de la société future, en se développant, au lieu de s'orienter vers le socialisme, s'en éloignent, au contraire. La production revêt de plus en plus un caractère social. Mais comment se traduit ce caractère social ? Il prend la forme de la grande entreprise, de la société par actions, du cartel, au sein desquels les antagonismes capitalistes, l'exploitation, l'oppression de la force de travail, s'exaspèrent à l'extrême* ». 16 ans plus tard, en 1914, l'Union sacrée emportait la quasi-totalité de la social-démocratie et des syndicats, solidaires de leur propre bourgeoisie dans sa guerre pour le partage des colonies. Mais la révolution éclatait finalement trois ans plus tard dans la Russie tsariste, portant les bolcheviks à la tête des soviets, entraînant une vague révolutionnaire en Europe et la constitution de partis communistes dans le monde entier.

Alors qu'en Allemagne la sociale démocratie portée au pouvoir venait d'écraser la révolution et de participer à l'assassinat de Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, en France le congrès de Tours entérinait en 1920 la scission de la SFIO et la naissance de ce qui deviendra le PCF. La SFIO s'engageait dès lors dans la constitution d'une coalition électorale avec des partis de la bourgeoisie « modérée » qui devait donner en 1924 le « *cartel des gauches* » tandis que le PCF menait une politique indépendante, lutte de classe. Mais la contre-révolution stalinienne influa très vite sa politique dictée dès lors non par les intérêts du monde du travail mais par ceux de la bureaucratie. En 1935, la signature du pacte Laval Staline (qui cherchait alors des alliés face à Hitler) allait faire renoncer le PCF à toute propagande antimilitariste et en faire un des artisans du Front populaire aux côtés de la SFIO et du parti radical...

### **Une longue expérience de gauche au service de la bourgeoisie contre la classe ouvrière et les peuples**

Le Front populaire, porté au pouvoir en 1936, est immédiatement confronté à la grève générale et aux occupations d'usines, « *le début classique de la révolution* » écrira alors Trotsky. Une révolution que Blum a pour mission d'empêcher alors que les bourgeoisies européennes en crise se préparent à la guerre pour se repartager le monde et que les luttes ouvrières éclatent dans de nombreux pays. Blum

et la bourgeoisie lâcheront les « acquis du Front populaire » pour ne pas tout perdre tandis que Thorez appelle à « *savoir terminer une grève* ». La crise passée, la classe ouvrière politiquement désarmée, la bourgeoisie reprendra sa marche vers la guerre... jusqu'au vote des pleins pouvoirs à Pétain en 1940 par le parlement, dont une majorité des députés SFIO.

A la fin de la guerre, le PCF, qui avait été interdit en 1939 suite au pacte Hitler-Staline, sort renforcé de la clandestinité. Fort du rôle joué dans la Résistance, il rallie De Gaulle et participe au gouvernement pour la « *bataille de la production* », le redressement de la France... et le maintien de l'ordre dans ses colonies, de la Cochinchine à l'Algérie ou Madagascar. Le 8 mai 1945, le communiste Charles Tillon est ministre de l'Air quand l'armée française bombarde Sétif, début d'une longue guerre de la bourgeoisie française en Algérie. Une sale guerre coloniale pour laquelle un certain Mitterrand, ministre de l'Intérieur de Mendes-France, puis de la Justice de Guy Mollet, signera en 1956 le décret donnant les pleins pouvoirs à l'armée française, fort du vote des députés, dont ceux du PCF, accordant les pouvoirs spéciaux au gouvernement.

Défaite face à De Gaulle en 58, la gauche va alors traverser une longue crise. En 1972, un programme commun de gouvernement est signé entre le PS, le PCF et les Radicaux. Une opération qui va permettre à Mitterrand d'être le candidat unique de la gauche en 1974 et de prendre le leadership sur le PCF. Un PCF qui tente de ratisser encore plus large : en 1974, lors de son congrès, il invite les gaullistes à rejoindre l'union : « *Les communistes ont combattu bien des aspects de la politique soutenue par les gaullistes. Mais les uns et les autres se sont retrouvés côte à côte dans des combats essentiels pour l'indépendance et la dignité de la France. C'est de cela qu'il s'agit à nouveau. C'est pourquoi ils peuvent ensemble se retrouver dans une large alliance qui se donne pour but d'assurer l'unité, la prospérité, la grandeur et le rayonnement de la communauté nationale. Agir pour le rapprochement avec les travailleurs, les démocrates, les patriotes gaullistes, apparaît aux yeux des communistes comme indispensable pour la réalisation de l'union du peuple de France* »...

En 81, après 23 ans passés loin du pouvoir, la gauche y revient alors que la bourgeoisie opère le virage libéral pour faire payer sa crise aux peuples. C'est Mitterrand et Mauroy, avec 4 ministres PC, qui vont engager la mise en œuvre de cette politique. Les années 80 seront celles de l'austérité, de la dérégulation bancaire, des odes à la Bourse, aux bénéfiques (« *Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après demain* »), à la « réussite » avec l'entrée au gouvernement du voyou affairiste Tapie en 1992...

De 1997 à 2002, le gouvernement Jospin s'adjoindra à nouveau des ministres PC, qui prendront sans rechigner leur part de responsabilité dans la casse économique et sociale, tel Gayssot avec la privatisation d'Air France et de la SNCF... ainsi que des ministres Verts dont Voynet et de la minorité « gauche socialiste » du PS tels Lienemann ou

Mélenchon qui s'y chargera de la réforme de la formation professionnelle...

### **« Reconstruire une gauche digne de ce nom » pour... « battre la droite » ?**

Et pourtant, à la « gauche de la gauche », certains ont récemment lancé un appel « *Faisons front commun* » : « *Après cinq ans de gouvernements se réclamant de la gauche tout en poursuivant les politiques néolibérales et autoritaires de la droite, l'écœurement et la colère risquent de se traduire par une abstention record de l'électorat populaire, une défaite historique du parti socialiste et la victoire d'une droite radicalisée flanquée d'une extrême droite plus menaçante que jamais. Au vu des risques bien réels d'une catastrophe politique aux conséquences incalculables, nous en appelons à l'esprit de responsabilité et d'audace de toutes les forces de la gauche de transformation sociale et écologiste [...] la candidature de Jean-Luc Mélenchon est dans les circonstances actuelles installée dans le paysage politique. Elle exprime dans les classes populaires le refus à gauche de la politique mise en œuvre par François Hollande* », concluant : « *pour que cette campagne marque une étape décisive dans la reconstruction dans notre pays d'une gauche digne de ce nom* »...

Pour ces militants, issus pour beaucoup d'Ensemble ! et du PCF, l'histoire aurait donc débuté avec le quinquennat ? Mélenchon ne peut pourtant guère être accusé de taire ce qui l'anime, ses aspirations, ses références... Ainsi, fasciné par Mitterrand, il tempête : « *Que les autres s'en tiennent à la légende noire de Mitterrand, c'est leur affaire ! Je ne céderai pas à une mode aussi médiocre. Moi, je garde pour toujours le sentiment que c'était un grand premier de cordée. Il y a encore beaucoup à apprendre de l'épopée qu'il a rendu possible [...] je ne renonce pas à nos victoires passées* ». Le même, lors de son entrée au gouvernement en 2000, répondait à *Libération* : « *Ce n'est pas plus dur d'être dans un gouvernement en étant en désaccord avec certaines choses que d'être dans un groupe parlementaire et de voter pour un texte alors que l'on est contre* »...

Mélenchon expliquait en 2008 « *Nous sommes tous des socialistes, des communistes, des écologistes, des trotskystes et même des libertaires à notre manière ! Nous sommes tout cela et nous sommes passionnément républicains ! Bref, nous sommes de gauche, en général et en particulier* »... Il préfère maintenant parler du « peuple »... français de préférence. Son slogan « la France insoumise » comme son blog « l'ère du peuple » affichent la couleur. Quant aux récents propos racistes de Sarkozy ... il trouve que le « débat » sur les Gaulois n'est « pas nul » : « *toutes les références à l'Histoire sont productives parce qu'elles nous obligent à réfléchir* », discutant doctement que pour lui le « *le moment fondateur... c'est plutôt la Révolution de 1789* »...

Il est révélateur que ceux qui se fixent l'objectif de « *reconstruire une gauche digne de ce nom* » en soit réduits à se ranger derrière cet homme d'appareil s'il en est, subjugué par le pouvoir et tous ceux qui s'en approchent...



## **Pour un parti des travailleurs**

Depuis plus d'un siècle, la bourgeoisie a utilisé la « gauche » pour duper les travailleurs, les faire marcher au pas, mieux désamorcer les résistances ouvrières. Du Front populaire à l'Union de la gauche en passant par la guerre d'Algérie, elle n'a pas craint de lui confier le pouvoir pour gérer les situations de crise, dans des moments où s'exacerbait la lutte de classe ou quand, comme dans les années 30, se posait de façon concrète la question « socialisme ou barbarie ».

Aujourd'hui, la nouvelle phase de développement capitaliste conduit à une offensive sans précédent contre les travailleurs et les peuples. La concurrence mondiale s'est exacerbée, le capitalisme a atteint ses limites et son parasitisme n'en est que plus violent. L'économie mondiale oscille entre récession et stagnation, entraînant l'ensemble

de la société dans une crise à une échelle sans précédent, économique, sociale et militaire.

Il ne peut y avoir de raccourcis pour le monde du travail. Dans l'affrontement avec la finance, il n'y a plus de place pour le réformisme, il ne peut y avoir de « politique de gauche », pas plus en France qu'en Grèce ou ailleurs.

L'heure est à la construction d'un parti révolutionnaire, instrument de l'émancipation des classes exploitées par elles-mêmes. Un parti qui pose la question du pouvoir du monde du travail, de ceux qui font tourner la société, pour le retirer à la minorité de parasites qui mènent le monde au chaos. Il s'agit de prolonger le fil rouge des idées du socialisme et du communisme en leur redonnant toute leur actualité et leur contenu démocratique et révolutionnaire.

*Isabelle Ufferte*

## **« Ce n'est pas l'Homme qui est responsable du réchauffement climatique » Non, c'est le capitalisme !**

Dans la surenchère démagogique et réactionnaire de la primaire à droite, en plus de ses tirades sur « *nos ancêtres les gaulois* » ou contre l'accueil des migrants, Sarkozy s'est aussi fendu d'une déclaration climato-sceptique le 14 septembre dernier devant un parterre de patrons.

Lui qui avait signé en 2007 le pacte écologique de Nicolas Hulot et se vantait d'avoir fait le Grenelle de l'environnement, opère un retournement ridicule de grossièreté en affirmant : « *cela fait 4 milliards d'années que le climat change. Si le Sahara est devenu un désert, ce n'est pas à cause de l'industrie* » et qu'il faut donc « *être arrogant comme l'homme pour penser que c'est nous qui avons fait changer le climat* ». Et de rajouter : « *la première cause de dégradation de l'environnement, c'est le nombre d'habitants sur la planète* ».

Sarkozy, comme Trump aux États-Unis, ne sont finalement que l'expression la plus caricaturale de la droite et du patronat « décomplexés ». Ainsi Trump qui, comme tous les Républicains depuis 30 ans, nie la réalité du réchauffement climatique, a récemment déclaré que c'était une invention des Chinois pour torpiller l'industrie américaine !

Aussi ridicules et démagogiques que soient les déclarations des uns et des autres, elles sont l'expression d'intérêts économiques bien réels, ceux des plus grandes multinationales qui dominent l'économie mondiale et qui contrôlent l'extraction, la distribution des combustibles fossiles comme le charbon, le pétrole et le gaz, responsables des émissions de gaz à effet de serre. Ces multinationales ont toujours su trouver des oreilles complaisantes de politiciens pour défendre leurs intérêts quitte à remettre en cause les connaissances scientifiques.

Les déclarations de Sarkozy, c'est un message envoyé au patronat : d'abord le profit et après nous le déluge (ou plutôt le réchauffement) !

Niant les faits scientifiques, c'est sans grande originalité que Sarkozy fait ressurgir les préjugés réactionnaires utilisés par les classes dominantes depuis le XIX<sup>e</sup> siècle : la surpopulation. Depuis Malthus, c'est un leitmotiv qui permet à la bourgeoisie de se dédouaner de ses responsabilités face aux inégalités sociales engendrées par son système. S'il y a de la pauvreté, c'est qu'il y a trop de pauvres : « *au grand Banquet de la nature, il n'y a point de couvert pour [eux]* » selon la formule de Malthus. Dans la version moderne de Sarkozy, s'il y a de la pollution c'est que la population des pays pauvres est trop nombreuse et en plus aurait l'audace de vouloir atteindre le même niveau de développement que celui des pays riches qui repose pourtant sur leur pillage !

### **Anthropocène ? Non, capitalocène !**

N'en déplaise à Sarkozy ou à Trump, l'origine humaine du réchauffement climatique actuel est une évidence scientifique.

Oui une évidence car depuis 25 ans, rapport après rapport, le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) ce regroupement international de scientifiques, réputés pour leur prudence légendaire, accumule des données de plus en plus précises et de plus en plus alarmantes qui confirment bien que « *L'influence de l'homme est la cause principale du réchauffement observé depuis le milieu du XX<sup>e</sup> siècle.* » Plus de 1°C d'augmentation des températures moyennes en un siècle. Les deux dernières années ont été les plus chaudes jamais enregistrées et 2016 est partie pour battre à nouveau des records.

Une évidence telle que le 35<sup>e</sup> Congrès géologique international (lui aussi réputé pour son inertie toute géologique), qui se tenait en Afrique du Sud cet été, a confirmé qu'il proposait de définir une nouvelle période géologique

« l'Anthropocène » : l'époque géologique de l'Humanité, la période où l'Homme est devenu le plus important facteur géologique.

Que les scientifiques proposent de définir une nouvelle période géologique fait partie des avancées de cette science fondamentale qu'est devenue l'écologie pour comprendre les interactions entre les activités humaines et notre environnement, la Terre.

Mais quand ce concept d'Anthropocène sort du cadre de l'analyse scientifique des strates géologiques, cela devient une conception philosophique, politique dont il nous faut comprendre et discuter la signification du point de vue du marxisme, de la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société à travers la lutte de classe.

Car si ce concept est amené à connaître un certain succès, c'est que justement il fait disparaître toute notion de classes derrière une Humanité abstraite. C'est l'espèce humaine en tant que telle qui porterait collectivement la responsabilité du réchauffement climatique. Derrière le concept d'Anthropocène, il y a le mensonge que la crise écologique serait la conséquence de la croissance démographique, économique et technologique de l'Humanité. Comme si le moteur de l'Histoire se ramenait à une dynamique globale de croissance indifférenciée qui menacerait la planète.

Comme le souligne Christophe Bonneuil dans son livre *L'événement Anthropocène, la Terre, l'histoire et nous...* : « Il devient possible d'écrire des livres entiers sur la crise écologique, sur les politiques de la nature, sur l'Anthropocène et sur la situation de Gaïa sans parler de capitalisme, de guerre ou des États-Unis et sans mentionner le nom de la moindre grande entreprise (un chiffre pourtant : 90 entreprises sont responsables de 63 % des émissions cumulées de CO<sub>2</sub> et de méthane entre 1850 et aujourd'hui ».

La crise actuelle n'est pas le résultat d'une histoire abstraite mais bien celle de l'émergence et du développement du mode de production capitaliste à travers une histoire faite de lutte des classes, de pillage colonial et impérialiste, de concurrence, de guerre économique et de leur prolongement dans les guerres impérialistes, mais aussi une histoire de révoltes, de luttes des opprimés, de révolutions. C'est à travers cette histoire de plusieurs siècles que se sont mis en place les rapports de domination d'une minorité de possédants sur l'ensemble de la société. Et ce sont ces rapports de domination qui ont contribué à façonner un ordre social mondial reposant sur l'exploitation des hommes et la destruction de son environnement.

Ce n'est pas l'Humanité qui est responsable de la crise climatique mais bien les classes dominantes qui, par leurs choix dictés par leur seul intérêt de classe, sont prêtes à tout sacrifier pour que continue la course aux profits dans le cadre des lois du marché mondialisé.

### **L'appropriation privée des richesses contre l'homme et la nature**

Ainsi par exemple, le point de départ de l'augmentation des gaz à effet de serre, c'est la première révolution indus-

trielle qui a eu lieu en Angleterre au tournant des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècle. L'utilisation du charbon, source d'énergie fossile, a permis la généralisation de l'usage des machines à vapeur dans l'industrie, le transport. Mais cette révolution n'est pas la simple mise en application des progrès de la science et de la technique pour satisfaire les besoins toujours croissants des hommes...

La révolution industrielle a été précédée par des siècles d'accumulation du capital sur la base du pillage par les puissances européennes de l'Amérique, de l'Asie et de l'Afrique, de l'extermination et de la mise en esclavage de leur population, du saccage de leurs richesses naturelles. Comme le soulignait Marx : le Capital est arrivé « *suant le sang et la boue par toutes ces pores* ». La révolution industrielle a été voulue et surtout financée par cette bourgeoisie anglaise qui cherchait à investir ses capitaux ainsi accumulés. Le charbon, source d'énergie qui semblait alors illimitée, correspondait à ses besoins en tant que classe pour développer son industrie et faire de la Grande Bretagne la principale puissance impérialiste du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais cette puissance s'est construite sur la base de l'exploitation de la classe ouvrière anglaise, femmes et enfants compris et du pillage de son immense empire colonial mis à contribution pour fournir les matières premières, la main d'œuvre bon marché mais aussi des débouchés pour les marchandises anglaises et pour les capitaux accumulés. Derrière le formidable développement économique qu'ont connu la Grande Bretagne puis les autres puissances européennes comme la France et l'Allemagne au XIX<sup>e</sup> et début du XX<sup>e</sup> siècle, il y a des rapports d'exploitation, du pillage, des échanges inégaux et déjà des ravages écologiques en Europe comme dans l'ensemble des empires coloniaux.

La crise climatique s'inscrit dans toute cette histoire bien concrète, celle de l'émergence et du développement du capitalisme jusqu'à sa phase actuelle de libéralisme impérialiste.

Ce n'est pas l'histoire d'une croissance économique abstraite, reposant sur des révolutions industrielles pures produits des progrès des sciences et des techniques, mais l'histoire des choix faits pas les classes dirigeantes en fonction de leurs intérêts du moment et le plus souvent imposés aux populations car c'est l'histoire d'une société reposant sur des rapports de forces entre les classes.

Bien sûr les classes dominantes ont toujours essayé de faire passer leurs intérêts comme ceux de l'ensemble de l'Humanité... mais c'est un mensonge de classe. Ce n'est pas une discussion sans conséquence, car si les tenants du concept d'Anthropocène sont friands de moralisme pour nous inviter à « *changer nos modes de vie* », à « *écologiser l'Homme* » grâce aux solutions techniques du capitalisme vert, ils sont peu enclins à remettre en question le pouvoir des multinationales, les lois du marché et la propriété privée, bien au contraire !

## « Le dérèglement climatique est l'expression atmosphérique de la guerre des classes »

Nous pouvons reprendre à notre compte cette formulation de la journaliste et militante Naomi Klein. Ce caractère de classe du problème climatique apparaît clairement dans l'échec des politiques mises en œuvre à travers les conférences sur le climat depuis le sommet de la Terre de Rio en 1992. Depuis 25 ans, la nécessité de prendre des mesures concrètes à l'échelle de la planète pour réduire les émissions de GES se heurte à la réalité sociale et politique de cette société. Elle se heurte frontalement aux frontières et aux rivalités nationales entre États, comme elle se heurte aux lois de la libre concurrence du marché mondialisé et aux intérêts des multinationales. D'ailleurs, ces conférences sur le climat se sont tenues en parallèle avec celles de l'OMC qui ont libéralisé le commerce international. L'échec répété des premières est directement la conséquence du succès des secondes, car en réalité ce sont les décisions de l'OMC qui se sont imposées et dictent la politique climatique actuelle des grandes puissances : tout par le marché et surtout pour le marché et le profit !

De conférences en conférences l'écart s'est creusé entre les cris d'alarmes des scientifiques et la réalité de conférences qui sont devenues ouvertement des foires commerciales pour les multinationales et les banques venues promouvoir le capitalisme vert, comme cela a été le cas avec la COP21 à Paris.

Les économistes experts du GIEC, et les chefs d'États n'ont plus comme seul horizon que ce stupide credo libéral : le marché mondial par le jeu de la libre concurrence sera capable de tout régler automatiquement et à moindre coût... il suffit de mettre un prix sur le carbone, sur l'eau, sur la biodiversité. La crise climatique et plus globalement la crise écologique ne leur apparaissent plus que comme un nouveau business à développer avec de formidables opportunités de profits.

D'ailleurs certaines des grandes ONG de défense de l'environnement ont fini aussi par intégrer cet horizon du marché et ne comptent plus que sur ces multinationales avec lesquelles elles entretiennent des partenariats financiers pour mettre en œuvre leurs solutions.

C'est pour cela que la lutte contre le réchauffement climatique ne peut être posée que sous l'angle de la lutte des classes, car il s'agit bien d'une lutte entre l'intérêt du plus grand nombre et les intérêts de classe d'une minorité de possédants qui ont pourtant réussi à prendre les commandes de la soi-disant transition écologique.

La plupart des courants écologistes ne posent pas la question sur le terrain de la lutte des classes. La crise climatique serait devenue une question tellement urgente qu'elle mériterait un traitement particulier reposant sur des solutions « pratiques » locales, sur des « techniques » innovantes... en dépassant les questions sociales et politiques. Mais c'est justement cette indifférence à la question sociale qui conduit certains à faire du progrès, du déve-

loppement, de la technique un problème en soi comme si le développement des sociétés humaines était le problème fondamental, faisant ainsi écho au concept d'Anthropocène.

C'est un raisonnement dangereux car poussé jusqu'au bout il peut nourrir une démagogie populiste, réactionnaire contre le progrès des sciences et des techniques rendus par eux-mêmes responsables de la crise écologique.

Mais surtout de tels raisonnements n'arment pas les consciences contre les discours moralisateurs et les mensonges officiels autour de la question du climat et de la promotion du capitalisme vert.

« Développement durable », « mécanisme de compensation », « capital naturel », « biens et services écosystémiques », marché mondial du carbone, banque de la biodiversité, derrière tous ces termes il y a surtout une formidable escroquerie pour nous vendre un éco-capitalisme, une éco-finance à travers lesquels multinationales et grandes banques comptent bien faire des éco-profits.

### **Le capitalisme vert : une fuite en avant vers la financiarisation de la Nature**

Un véritable capitalisme vert est en train de se développer rapidement et il est à l'image du capitalisme actuel essentiellement financier, spéculatif, prédateur. Se demander si le capitalisme sera capable de résoudre la crise climatique est un faux débat, car ce n'est pas son problème... La logique de la rente a conquis les politiques écologiques des grandes puissances.

On ne peut se contenter de la critique du caractère productiviste du capitalisme, car ce n'est qu'un aspect de sa réalité. A l'ère de la mondialisation libérale triomphante, le capitalisme a appris à dissocier la possibilité de faire du profit de la simple augmentation de la production et de la consommation, à l'image de l'émergence puis de l'éclatement des bulles spéculatives ces dernières décennies, dont celle des subprimes en 2007-2008. C'est la finance qui aujourd'hui a la mainmise sur toutes les politiques envisagées en réponse au réchauffement climatique.

Et en focalisant sur le productivisme, on oublie que le but de la finance ce n'est pas le développement de la production, mais bien la course effrénée aux profits les plus immédiats qu'elles qu'en soient les conséquences sociales et environnementales.

Les Nations Unies comme les grandes conférences sur le climat ont totalement renoncé à imposer des mesures coercitives à l'échelle du monde. Elles ne jurent plus que par l'investissement privé et les lois du marché. Depuis une trentaine d'années, les marchés d'échanges plus ou moins spéculatifs se sont multipliés. Si aucun n'a montré d'efficacité pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, ils se sont montrés redoutablement efficaces pour faire augmenter les profits et attirent donc de plus en plus de spéculateurs.

Il y a actuellement des marchés pour le carbone, pour l'eau pour la biodiversité, et même un marché des espèces en danger et en voie de disparition...

Difficile de décrire tous les montages financiers et autres marchés dérivés qui se développent aujourd'hui rapidement autour de ce nouvel eldorado, mais il suffit juste de savoir qu'on y retrouve les mêmes banques prédatrices, comme Goldman Sachs, que celles impliquées dans la crise financière de 2007 – 2008. Ce qui se dessine, ce n'est donc pas la mise en place de mesures internationales pour diminuer le réchauffement climatique mais bien plutôt le développement et inévitablement l'éclatement d'une bulle spéculative autour des marchés du carbone, de l'eau et de la biodiversité avec des conséquences concrètes qui ne pourront être que dévastatrices.

### **La planification démocratique contre les lois du marché et la propriété privée**

La crise climatique donne toute son actualité à la nécessité d'une économie planifiée démocratiquement à l'échelle de la planète contre la folie aveugle et prédatrice des lois du marché et de la spéculation.

Depuis des années de multiples mobilisations émergent face à ses conséquences concrètes. Luttés des communautés indigènes ou paysannes contre l'appropriation de leurs terres par les multinationales de l'agro-business ou du pétrole, ou même des grands projets de compensation du capitalisme vert. Luttés, comme ici en France, contre les grands projets inutiles.

Dans ces diverses luttes qui partent de revendications immédiates nous défendons une perspective politique globale qui seule peut les unifier autour d'un objectif commun : la remise en cause de la propriété capitaliste. Car l'enjeu du combat contre le réchauffement climatique est celui de savoir quelle classe dirigera la société, quels intérêts sociaux détermineront le fonctionnement de l'économie, ceux d'une minorité de possédants ou l'intérêt général de

la population et la préservation de son environnement. Et les deux sont plus que jamais antagonistes.

Il n'y a d'autre issue qu'une révolution sociale pour que la production puisse être réorganisée sur la base d'autres critères que la course à la productivité, à la rentabilité la plus immédiate dans le cadre du marché. Pour imposer d'autres critères économiques comme l'amélioration des conditions de travail, la réduction du temps de travail, la réduction de la consommation d'énergie et de l'impact sur l'environnement, c'est tout le pouvoir des multinationales et des banques qu'il faut remettre en cause, car ils impliquent une tout autre logique que celle du marché.

Le projet socialiste est écologique parce qu'il se donne pour objectif une économie planifiée démocratiquement, seule base possible pour une société humaine pleinement consciente d'être partie intégrante de son environnement naturel.

Reconstruire une conscience de classe, c'est aussi redonner confiance dans la force de l'organisation collective, consciente, démocratique de l'économie à l'opposé de la folie des délires libéraux sur les vertus du marché qui ne servent qu'à justifier le froid intérêt de classe d'une minorité.

Le combat écologique n'est pas une sphère autonome déglagée de la lutte des classes et c'est pour cela qu'il est partie intégrante de notre critique marxiste du capitalisme, et qu'il est plus que jamais un des enjeux du combat de la classe des salariés dans la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société capitaliste. C'est ce qui donne tout son contenu de classe à la question climatique.

*Bruno Bajou*